

CLIMAT**600 scientifiques réunis à Toulouse pour débattre du réchauffement**

Comment éviter que les villes ne deviennent des fournaises en raison du réchauffement climatique ? Près de 600 scientifiques de 60 pays vont échanger leurs études et expériences sur ce thème cette semaine à Toulouse. Pour Météo France, organisateur de la rencontre, cette 9^e conférence internationale sur le climat urbain (ICUC9) mettra l'accent sur l'adaptation des villes au changement climatique et notamment sur la réintroduction de la végétation en milieu urbain.

FAITS DIVERS**Attaqué par un requin devant les caméras**

Le surfeur australien Mick Fanning, triple champion du monde, a été attaqué hier par un requin durant une compétition en Afrique du Sud qui était filmée. « Il s'est retrouvé coincé dans le lien de ma planche, a témoigné le surfeur après l'attaque. Je donnais des coups de pied et criais. J'ai juste vu une nageoire. Je n'ai pas vu ses dents. Je lui ai mis un coup dans le dos ». Mick Fanning est sorti indemne de cette attaque.

**TERRORISME****Aqmi revendique l'attaque de militaires en Algérie**

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière contre des militaires algériens depuis plus d'un an. Un détachement de l'armée a été pris pour cible vendredi soir par des terroristes dans la préfecture d'Aïn Defla, à environ 150 km au sud-ouest d'Alger. L'armée algérienne affirme avoir perdu au moins neuf soldats dans cette embuscade revendiquée par le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) qui, lui, parle de 14 tués, tout comme les médias algériens.

FRANCE-MONDE

EUROPE | Anniversaire**Delors, 90 ans et toute sa rage**

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne :

« Il faut refondre cette union économique et monétaire », DR

Jacques Delors va bien. Il éprouve quelques difficultés à se déplacer, après une opération de la hanche, l'année dernière. Mais il a conservé intacte sa passion de l'Europe, et sa volonté de suivre son évolution au plus près : « Il ne cessera de nous demander des notes », témoigne Yves Bertoncini, directeur de l'institut Jacques-Delors. « C'est un autodidacte. Il n'aime pas suivre les sujets ; il veut les maîtriser en détail ».

La passion, elle s'est à nouveau exprimée lorsqu'il a été distingué du titre de Citoyen d'honneur de l'Union – troisième seulement à ce titre, après Jean Monnet et Helmut Kohl. C'était le 27 juillet, à l'issue d'un Conseil européen de crise sur la Grèce... « J'enrage », écrit Delors dans un communiqué de remerciement, regrettant une Europe qui s'éloigne de ses valeurs. Il récidivait hier dans *le Journal du dimanche* : « Ce système n'est plus governable. Il faut refonder cette union économique et monétaire ». Son prestige et son autorité en Europe sont intacts. Jean-Claude Juncker, comme tous ses successeurs à la présidence de la Commission, est venu le consulter. Et il se réclame de son exemple quand il bouscule « l'égoïsme » des gouvernements sur l'accueil des réfugiés.

Francis BROCHET

Hollande veut plus d'Europe

Il faut une « avant-garde » à l'Europe, davantage intégrée autour de l'euro, affirme François Hollande dans *le JDD*. Il y reprend les propositions avancées le 14 juillet, en réponse à la crise grecque : un gouvernement économique de la zone euro, doté d'un budget spécifique et d'un parlement « pour en assurer le contrôle démocratique ». Son Premier ministre a esquissé les contours de cette avant-garde, désignant « la France, l'Allemagne, l'Italie, les pays fondatrices ». Son ministre de l'Économie avait, mercredi, pointé un préalable à cette relance : de nouveaux transferts de souveraineté de la nation vers l'Europe. « La France y est prête », affirmait Emmanuel Macron, ce que François Hollande n'a pas évoqué. À noter que le président du Conseil Donald Tusk a déjà dit son refus.

F.B.

GRÈCE | Après l'accord**Place aux réformes**

Ce lundi est une journée sous tension pour les Grecs. Une semaine après avoir accepté l'accord qui la maintient dans la zone euro, la Grèce doit entamer les réformes exigées par l'Union européenne.

Le gouvernement d'Alexis Tsipras, élu sur la promesse de stopper la politique d'austérité, a dû se résoudre à faire voter une réforme de la TVA. Le nouveau taux de base va être de 23 % pour les denrées non périssables, les transports, les restaurants et divers services. Les îles grecques vont voir leurs avantages fiscaux disparaître : elles aussi vont devoir appliquer le nouveau taux de TVA.

De nouvelles réformes doivent être votées avant mercredi. Mais le Premier ministre grec Alexis Tsipras a déjà subi plusieurs déféctions dans son parti Syriza, entraînant un remaniement ministériel. Certains prédisent des législations anticipées.

AMÉRIQUES | Après un demi-siècle d'ignorance et de brouille

États-Unis/Cuba : l'Histoire est en marche

Une nouvelle ère diplomatique s'ouvre entre les deux ex-frères ennemis, avec la réouverture aujourd'hui à Washington et La Havane de leurs ambassades respectives. Prochaine étape : la levée de l'embargo.

Le « satan » américain se rapproche-t-il prochainement avec bras ouverts dans une limousine colorée ? Cuba ne sera-t-il plus présenté outre-Atlantique comme le dernier bastion « communiste » en dehors de la Corée du Nord ? Au fil des jours des symboles, les États-Unis et Cuba, en froid depuis 1962, enterront la hache de guerre.

La « première phase du processus de rapprochement » – terme employé la semaine dernière par Raul Castro, le leader cubain – passe aujourd'hui même par la réouverture des ambassades à La Havane et à Washington. Dans la capitale américaine, où John Kerry, le secrétaire d'État, accueillera Bruno Rodriguez, le ministre cubain des Affaires étrangères, la cérémonie officialisera le changement de statut : la « Section d'intérêts », créée en 1977 pour gérer les tâches consulaires entre les deux pays, redévenait une « ambassade ».

Le symbole est fort, et nécessaire. Il intervient sept mois seulement après les jalons de ce réchauffement diplomatique engagé par Barack Obama et Raul Castro. Même si, « en secret, depuis un demi-siècle, tous les présidents américains ont négocié avec Cuba », estimait à l'autome le professeur américain William LeoGrande,



Après un premier contact en décembre 2013 aux obsèques de Nelson Mandela, c'est en avril 2015, au sommet des Amériques, au Panama (photo), que le dégel entre Barack Obama et Raul Castro s'est concrétisé. Photo archives AFP

Dans les faits, les restrictions de voyage à destination de l'île ont été assouplies et, dans l'autre sens, la nouvelle politique de visa permet aux artistes cubains de se produire aux USA. Des prisonniers politiques ont été libérés, le secteur privé a été ouvert aux travailleurs indépendants. Des espoirs naissent.

Gagnant-gagnant

Oubliées, les diatribes anti-américaines du Leader Maximo Fidel Castro, mis sur la touche en 2004 pour raisons de santé ? Terminées, les tentatives de déstabilisation du régime castral par la CIA ? Une ère de réconciliation s'ouvre incontestablement, avec un intérêt commun à coopérer. Du « gagnant-gagnant » entre ces deux pays séparés seulement de 150 km ? La Havane, confrontée à une grave crise éco-

nominique et à l'effondrement du Venezuela, son principal allié dans la région, peut trouver dans cette « ouverture » - et notamment via le tourisme - une réelle bouffée d'oxygène. « Ouvrir la porte avec Cuba pour le commerce, les voyages et l'échange d'idées va conduire à des changements positifs à Cuba, que notre politique d'exclusion n'a pas réussi à produire depuis plus de 50 ans », a même déclaré le sénateur Richard Durbin, numéro deux du Sénat et proche du président américain. Ce dernier peut se targuer d'un succès politique. Les fondements de la fameuse doctrine Monroe (1823), selon laquelle le continent américain est « l'affaire des Américains », n'étant jamais très loin.

Avant que l'horizon ne se dégage totalement entre les ennemis d'hier, il faudra

« trouver des solutions aux problèmes qui se sont accumulés pendant plus de cinq décennies et qui affectent les liens entre nos pays et nos peuples », a lancé récemment Raul Castro. Les « problèmes » sont identifiés : en premier lieu, l'embargo (que le Congrès américain peut lever), et les compensations qui en découlent pour « dommages humains et économiques » ; la « rétrocession » de la base navale de Guantánamo ; l'interruption des « projets de déstabilisation ». Pour un autre symbole encore plus fort, Barack Obama devrait se rendre à Cuba avant la fin de son mandat. Dès septembre, un autre acteur majeur y rendra : le pape François, dont « la médiation personnelle » a été décisive dans ce tournant historique.

Xavier FRÈRE

QUESTIONS À**Julien Zarifian**

Maitre de conférences en civilisation américaine à Cergy-Pontoise

« Une diplomatie américaine constructive »

→ Quelles seront les conséquences de cette « réconciliation » pour la politique étrangère américaine ?

« Les conséquences seront à priori positives. Cette réconciliation éloigne ce qui a longtemps été la « menace cubaine » et permettra peut-être aux États-Unis, à terme, de reprendre pied à Cuba et donc de s'affirmer encore plus, tant sur le plan géopolitique qu'économique, dans la région. Ainsi, comme sur le dossier du nucléaire iranien, la diplomatie américaine prouve qu'elle sait évoluer et se montrer constructive. »

→ Cuba était-elle l'une des priorités de Barack Obama ?

« Il s'agissait d'une question qui lui tenait à cœur. Il a avancé prudemment sur le dossier, pour ne pas se mettre à dos les Cubains-Américains opposés au rapprochement, en investissant personnellement, mais sans trop en faire et sans précipitation. Au final, on peut parler de victoire pour lui, d'autant que cette réconciliation, en particulier dans sa version actuelle, assez aboutie, n'allait pas de soi il y a encore peu de temps. »

→ Quel est l'accueil des Cubains-Américains à ce rapprochement ?

« Difficile d'évaluer l'influence exacte des Cubains-Américains dans le processus, mais force est de constater que ses opposants ont échoué. Les lignes semblent bouger parmi cette communauté. Beaucoup refusent encore tout rapprochement avec le Cuba des frères Castro qu'ils ont fui, mais certains, en particulier parmi les plus jeunes, espèrent pouvoir voyager à Cuba et interagir avec la population de ce pays. »

→ Ce « dégel » peut-il avoir un impact sur la future élection présidentielle américaine ?

« Il n'aura pas d'impact majeur mais il sera présenté par les Démocrates comme un succès et ils pourront faire valoir qu'Obama a été à la hauteur dans le domaine international, en rationalisant la politique débride héritée de George W. Bush tout en obtenant des résultats. Même si ses adversaires présentent déjà ce dégel comme contraire aux intérêts américains, il semble perçu de manière positive par l'opinion et donc servira la candidat(e) démocrate. »

Propos recueillis par X. F.

CHRONIQUE

1^{er} janvier 1959 : le dictateur Batista soutenu par les États-Unis accorde Cuba au moment où Fidel Castro et ses troupes s'emparent du pouvoir à La Havane.
3 janvier 1961 : les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques.
16 avril 1962 : « fiasco américain de la Baie des cochons. »
7 février 1962 : les États-Unis décrètent un embargo commercial total à l'encontre de Cuba. Toujours en vigueur, Octobre 1962 : « crise des missiles » à Cuba en pleine Guerre froide.

1^{er} mars 1982 : les États-Unis ajoutent Cuba à leur liste noire des Etats accusés de soutenir le terrorisme.
Décembre 1991 : l'Union soviétique s'effondre, provoquant une crise économique dont l'île n'est toujours pas sortie.

Août-septembre 1994 : plus de 35 000 « balseros » quittent Cuba à bord d'embarcations de fortune en direction des États-Unis.
31 juillet 2006 : Raul Castro succède à son frère Fidel, 10 décembre 2013 : poignée de mains historique entre Barack Obama et Raul Castro

annoncent l'ouverture d'un processus de normalisation des relations entre leurs pays.
11 avril 2015 : Barack Obama et Raul Castro s'entre tiennent en marge du sommet des Amériques à Panama.

29 mai : les États-Unis retirent officiellement Cuba de la liste noire des Etats accusés de soutenir le terrorisme.
17 décembre 2014 : Barack Obama et Raul Castro annoncent l'ouverture d'un processus de normalisation des relations entre leurs pays.
11 avril 2015 : Barack Obama et Raul Castro s'entre tiennent en marge du sommet des Amériques à Panama.

LE CHIFFRE

100 milliards de dollars : c'est le montant des « dommages » causés à Cuba par l'embargo américain sur les transactions économiques et financières depuis février 1962, et sévèrement renforcé par la loi Helms-Burton de 1996, selon le gouvernement cubain.

Le nombre de migrants cubains aux USA explose

Le rapprochement annoncé provoque des effets totalement inattendus. Contrairement à ce que pourrait laisser supposer une prochaine ouverture du pays, le nombre de migrants cubains explose depuis le début de l'annonce de cette normalisation : au cours de trois premiers mois de l'année, 9371 Cubains sont arrivés aux États-Unis. Une hausse de 118 % par rapport à la même période de 2014, selon les chiffres de l'agence des douanes US. Pourquoi cet afflux massif maintenant ? Parce que les Cubains sur l'île « sont de plus en plus préoccupés par le risque de disparition du statut spécial », expliquait récemment un chercheur d'origine cubaine en Floride. En effet, ce statut datant de 1966, appelé « Cuban Refugee Adjustment Act » prévoit que les Cubains qui « parviennent sur le sol américain ont le droit de s'y installer et d'obtenir le statut de résident ». Un privilège que n'ont pas d'autres nationalités. Seuls les Cubains interceptés en mer, par exemple sur les fameux « balseros » (« barques »), peuvent être renvoyés sur l'île communiste. Quel sera l'avenir de cette disposition dans cadre d'une future normalisation des relations ? Epingle dossier en perspective.

X.F.